

Lettre ouverte à celles et à ceux qui parlent de vision identitaire

Lettre ouverte à celles et à ceux qui parlent de vision identitaire, de combat d'arrière-garde parfois malsain, de relents nauséabonds, de repli alsacien et j'en passe (1)

Par Pierre Klein, président d'ICA – **Que l'on se pose donc la question** de savoir comment l'on devient français. On le devient en faisant sien ce que l'on nous transmet de la France, en s'y identifiant. Et ce n'est pas la seule langue française qui fait de nous des Français. Sinon tous les francophones le seraient. Nous devenons Français par la culture et plus particulièrement par la culture politique par l'effet d'une sorte de formatage réalisé principalement par l'école et les médias. Et comme ces cultures, il faut bien le reconnaître, ne réservent que peu de place aux cultures « autres », des « autres », ces derniers voient leur identité se décomposer.

Si l'on est indifférent à cet état de fait qui donc veut que non seulement la culture « nationale » ne reconnaisse pas véritablement les cultures dites régionales, sans quoi elle se préoccuperait de leur vie et de leur transmission, alors on comprend que l'on peut consentir à la disparition de la collectivité territoriale alsacienne.

Si l'on accepte le principe qui veut que la collectivité régionale n'a aucun ou que très peu de pouvoirs et de moyens non seulement pour pallier les déficits de la culture « nationale », mais surtout pour mettre en œuvre une véritable stratégie identitaire alsacienne à travers une socialisation alsacienne, alors on peut dire comme certains le font qu'une fusion avec d'autres régions ne menace pas l'identité alsacienne et que la réforme territoriale n'enlève à cette identité (2).

Dans le cas contraire, ne faut-il pas saisir l'opportunité qu'offre le débat actuel au sujet d'une institution politique à venir et à obtenir pour l'Alsace pour appeler la France à une régénération de la république fondée sur l'acceptation de la pluralité et de la multipolarité mettant notamment fin à la méfiance traditionnelle envers les régions, et à une rénovation d'un système né de la centralisation monarchique et du raidissement révolutionnaire, afin de

l'adapter aux dynamiques politiques et sociales contemporaines, permettant en particulier à l'Alsace de mettre en œuvre toutes ses potentialités et de vivre à 360 degrés.

Au lieu de cela vous avez non seulement consenti à la dissolution institutionnelle de l'Alsace, vous ressortez aussi la vieille antienne du repli. Le seul repli que je connaisse est celui du communautarisme. C'est-à-dire celui qui exclut l'altérité et la pluralité. Celui du jacobinisme qui se traduit bien moins par une « francitude » ouverte et diverse, fondée sur une culture plurielle, que par une francité repliée et fermée, définie principalement par l'unicité de sa langue, de son histoire, de sa culture, c'est-à-dire comme une ethnie. Autrement dit, les tenants du système nous font une belle projection. Le repli, c'est les autres. Dans les cours de récréation, on appelle cela « C'est celui qui dit qui est ! ».

Qui donc est replié, celui qui prône l'ouverture et la pluralité, l'union dans la diversité ou celui qui défend la « mêmeté » (toujours pareil) et la « pareillette » (tous pareils) et l'union dans l'uniformité et pour qui le français doit non seulement être la langue commune, mais aussi la langue unique (3) ?

Qui donc est replié, celui qui se revendique de la démocratie dont la finalité doit être la conjugaison de l'un et du divers, de l'universel et du particulier ou celui qui en sautant sur sa chaise, tel un cabri répète république, république, république et qui fait une crispation sur l'homogénéité et la similitude et une complète confusion entre l'État et la nation, la nationalité et la citoyenneté ?

Qui donc est replié, celui qui traduit divisibilité (des pouvoirs) par répartition ou celui pour qui divisibilité signifie désunion ?

Parce que l'on voit plus loin de la plateforme de la cathédrale de Strasbourg que de la tour Eiffel, nous autres Alsaciennes et Alsaciens savons bien qu'un autre développement de la démocratie est possible, un développement qui a pour synonymes proximité, efficacité, subsidiarité.

Il ne devait pas manquer au tableau, que vous accusiez les promoteurs d'une nouvelle institution politique pour l'Alsace de vision identitaire, de combat d'arrière-garde parfois malsain, de relents nauséabonds et que vous agitez aussi le spectre de l'autonomisme et du séparatisme. Que je sache, il n'y a pas d'autonomistes en Pays de Bade ou à Bâle-Campagne et pourtant l'on y dispose des évolutions que je souhaite et que vous devriez souhaiter pour l'Alsace et ... la France.

Camarades on attendrait de vous une argumentation d'une certaine profondeur intellectuelle, en l'occurrence contre une nouvelle institution politique alsacienne. Au lieu de cela « vous agitez le peuple avant de vous en servir ».

En guise de conclusion, je vous propose une citation de mon ami Yves Plasseraud : « *C'est en redonnant vie à des régions aux contours pleinement acceptés et ressentis par les populations que l'on retrouvera le dynamisme perdu.* » PK (4)

Notes

1. Mais que sont devenus les anciens de la deuxième gauche, celle de l'imagination au pouvoir, celle des autogestionnaires.
2. Le minimum à venir et à obtenir serait que l'État mette en œuvre un enseignement de l'histoire et de la culture telles qu'elles ont été et sont construites en Alsace. Mieux encore, que la Région Alsace puisse le faire.
3. Que devient donc la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et l'adoption de la Charte des collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle pour la promotion de la langue régionale ?
4. Ancien militant du SGEN-CFDT, notamment responsable de sa commission « langues et cultures opprimées », qui a en particulier travaillé les propositions largement reprises par le recteur Deyon dans sa circulaire de 1982, président de l'Initiative citoyenne alsacienne pour plus de démocratie (ICA).